

ASSEMBLÉE NATIONALE

TROISIÈME SESSION

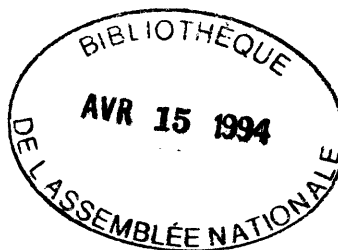
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 224
(Privé)

Loi concernant l'établissement du parc municipal de Saint-Bernard-de-Lacolle

Présentation

**Présenté par
M. Michel Charbonneau
Député de Saint-Jean**



**Éditeur officiel du Québec
1994**

Projet de loi 224

(Privé)

Loi concernant l'établissement du parc municipal de Saint-Bernard-de-Lacolle

ATTENDU que la Municipalité de Saint-Bernard-de-Lacolle a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Est constitué comme parc municipal de la Municipalité de Saint-Bernard-de-Lacolle, et dont elle est propriétaire, l'emplacement décrit à l'annexe.

2. La Municipalité peut, par règlement, à l'égard du parc visé à l'article 1:

1° établir des règles pour protéger et conserver le milieu naturel et ses éléments;

2° déterminer dans quelle mesure et à quelles fins le public est admis;

3° prescrire les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui séjourne, circule ou exerce une activité et fixer les droits qu'elle doit payer;

4° prohiber ou réglementer le port et le transport d'armes;

5° prohiber ou réglementer l'utilisation ou le stationnement de véhicules;

6° prohiber le transport et la possession d'animaux ou prescrire les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui a la garde d'un animal;

7° prohiber ou réglementer l'affichage;

8° établir des règles pour maintenir l'ordre et pour assurer la propreté des lieux et le bien-être et la tranquillité des usagers;

9° prohiber certaines activités récréatives ou prescrire les conditions de participation à de telles activités;

10° prohiber ou réglementer l'exploitation de commerces;

11° déterminer les cas où une personne peut être éloignée ou expulsée;

12° déterminer les pouvoirs et obligations des employés.

3. La municipalité peut, dans le parc visé à l'article 1, exploiter ou faire exploiter, à l'intention des usagers, des établissements d'hébergement, de restauration ou de commerce ou des stationnements.

Si la municipalité exploite ou fait exploiter un stationnement, elle peut, par règlement, en fixer le tarif d'utilisation.

Si la municipalité adopte, en vertu du paragraphe 5° de l'article 2 ou en vertu du deuxième alinéa du présent article, un règlement relatif au stationnement des véhicules, l'article 565 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'égard de toute contravention au règlement.

4. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

ANNEXE

Un territoire composé, en se référant au cadastre de la paroisse
 accolée, des lots 513 à 517 ainsi que du lot 567 et de la moitié sud
 du lot 512 sauf pour ces deux lots de la partie incluse dans l'emprise
 de la route 217.